

ENTENTE

ENTRE :

**LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET
DESSERVICE SOCIAUX**, pour et au
nom du Gouvernement du Québec,
dont les bureaux d'affaires sont situés
au 1075, chemin Sainte-Foy, 15^e étage,
Québec (Québec), G1S 2M1, ici
représenté par monsieur Michel
Fontaine, sous- ministre du ministère de
la Santé et des Services sociaux;

ci-après le « **Ministre** »

ET :

**CORPORATION DES SERVICES
D'AMBULANCE DU QUÉBEC**,
personne morale ayant son siège social
au •, ici représenté ici par •, laquelle se
déclare dûment autorisée aux fins des
présentes;

ci-après la « **CSAQ** »

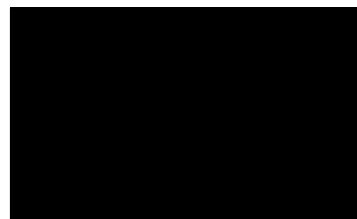
ci-après appelés collectivement
les « **Parties** »

ATTENDU les dispositions de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* ainsi que de la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence* (ci-après la « **Loi** »);

ATTENDU QUE la CSAQ est une association représentant les titulaires de permis d'exploitation de services ambulanciers conformément à l'article 3, alinéa 13 de la Loi;

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec a adopté le 31 mars 2017, les Décrets 357-2017 et 358-2017 concernant le Contrat de service (ci-après le « **Contrat** ») et l'Entente de précision des paramètres normatifs et forfaitaires (ci-après l' « **EPPNF** »);

ATTENDU QUE la CSAQ et les entreprises qu'elle représente ont contesté par voie de Demande de pourvoi en contrôle judiciaire et en jugement déclaratoire, lesdits Décrets dans le dossier de la Cour supérieure du district de Québec portant le numéro 200-17-025378-175;



ATTENDU QUE par les présentes les Parties souhaitent, sans admission quant aux droits et prétentions respectifs qu'elles pourraient faire valoir dans le cadre du dossier mentionné au paragraphe précédent convenir des termes et modalités ci-après prévus;

ATTENDU QUE la CSAQ a conclu avec le Ministre de manière concomitante à la présente une Entente-cadre au bénéfice de chacune des entreprises ambulancières qu'elle représente, un exemplaire de ladite Entente-cadre étant jointe à la présente comme annexe A pour en faire partie intégrante;

ATTENDU QUE les Parties aux présentes souhaitent convenir entre elles de modalités complémentaires à l'annexe A, suivant les termes et conditions apparaissant ci-après;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

Réserve des droits à l'écart du recours devant la Cour supérieure;

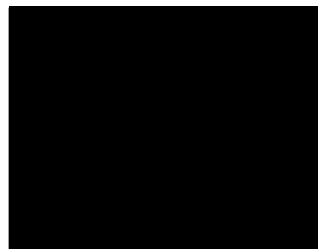
2. Les Parties conviennent que la présente est faite sans préjudice à leurs droits, recours et prétentions qu'elles pourraient faire valoir l'une contre l'autre dans le cadre du recours intenté devant la Cour supérieure du district de Québec portant le numéro 200-17-025378-175.

Libérations syndicales

3. Le Ministre convient de verser à la CSAQ, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de la signature des présentes, un montant de soixante-quinze mille dollars (75 000,00 \$) comme si la CSAQ avait souscrit à la Convention d'aide financière du 10 novembre 2016, suivant les termes et modalités y apparaissant. Cette Convention vise à financer le remboursement des libérations syndicales. Cette somme est répartie entre les entreprises représentées par la CSAQ dans le cadre des négociations collectives en cours.
4. Il est convenu que la Convention est résiliée de plein droit sur réception, par la CSAQ, du montant y étant stipulé à son bénéfice.

Règlement des différends

5. En considération du paiement par le Ministre d'une somme de deux millions de dollars (2 000 000,00 \$) payable à la CSAQ dans les quatre-



vingt-dix (90) jours de la date de la signature des présentes, les Parties conviennent de disposer des différends énumérés ci-après, soit :

- 1) Le différend relatif au prix du véhicule ambulancier selon le type de motorisation.
 - 2) Le différend relatif au taux d'accroissement - ancien contrat de services.
6. Les Parties conviennent de produire dans les dix (10) jours de la date de la signature des présentes les déclarations de règlement appropriées sur la base de chaque partie payant ses frais.

Quittance

7. Sous réserve de l'exécution des présentes, les Parties se donnent quittance complète, générale et finale des différends mentionnés à l'article 5 des présentes.
8. La présente quittance vaut également pour tout dommage, perte, de quelque nature que ce soit, résultant, directement ou indirectement, du conflit de travail ayant affecté ou affectant la CSAQ et les entreprises qu'elle représente.
9. Les Parties conviennent de poser tous les gestes et à signer tous documents requis pour donner plein effet aux présentes.
10. La présente constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2631 et suivants du Code civil du Québec.

SIGNÉ À QUÉBEC

Ce 8^{ième} jour de décembre 2017

MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX CORPORATION DES SERVICES
D'AMBULANCE DU QUÉBEC

Dr Gaetan Barrette

SYLVAIN BERNIER D.P.

ANNEXE A – ENTENTE-CADRE

ENTRE :

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, pour et au nom du Gouvernement du Québec, dont les bureaux d'affaires sont situés au 1075, chemin Sainte-Foy, 15^e étage, Québec (Québec), G1S 2M1, ici représenté par monsieur Michel Fontaine, sous-ministre du ministère de la Santé et des Services sociaux;

ci-après le « **Ministre** »¹

ET :

ENTREPRISE, personne morale ayant son siège social au •, ici représentée ici par •, laquelle se déclare dûment autorisée aux fins des présentes;

ci-après l' « **Entreprise** »

ci-après collectivement appelés les « **Parties** »


ATTENDU les dispositions de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* ainsi que de la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence*;

ATTENDU QUE le Gouvernement du Québec a adopté le 31 mars 2017, les Décrets 357-2017 et 358-2017 concernant le Contrat de service (ci-après le « **Contrat** ») et l'Entente de précision des paramètres normatifs et forfaitaires (ci-après l' « **EPPNF** »);

ATTENDU QUE l'Entreprise (incluant la Corporation des Services ambulanciers du Québec (ci-après la « **CSAQ** »)) a contesté par la voie d'une Demande de pourvoi en contrôle judiciaire et en jugement déclaratoire lesdits Décrets dans le dossier de la Cour supérieure du district de Québec portant le numéro 200-17-025378-175;

ATTENDU QUE par les présentes, l'Entreprise et le Ministre souhaitent, sans admission quant aux droits et prétentions respectifs que l'Entreprise pourrait faire

¹ Pour les fins des présentes, l'expression « Ministre » peut, suivant le cas, outre le Ministre lui-même, signifier, selon le cas, le ministère de la Santé et des Services sociaux (ci-après le « **MSSS** »), les Centres intégrés de santé et de services sociaux (ci-après les « **CISSS** ») *Chap 35*



valoir dans le cadre du dossier mentionné au paragraphe précédent convenir des termes et modalités ci-après prévus;

ATTENDU QUE l'Entreprise est l'employeur des salariés qui sont à son emploi et qu'elle assume à cet égard l'ensemble des responsabilités relatives à leurs conditions de travail² tout en favorisant l'harmonisation de ces mêmes conditions entre les différentes entreprises ambulancières du Québec;

ATTENDU QUE l'Entreprise représente au Ministre que la signature des présentes permet à cette dernière de reprendre sans délai les négociations avec les syndicats concernés et, suivant le déroulement de ces négociations, d'en arriver à la conclusion des conventions collectives avec ces derniers;

ATTENDU QUE par les présentes les Parties souhaitent amender le Contrat et l'EPPNF suivant les objectifs apparaissant ci-après :

- i) De consentir un rehaussement du financement suivant ce que ci-après prévu;
- ii) De disposer de manière complète et définitive les obligations résultant de l'ancien contrat liant l'Entreprise au Ministre et des effets en résultant au 31 mars 2016, sous réserve de ce que ci-après prévu.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante des présentes.

Amendement au Contrat

2. L'article 1.10 du Contrat intitulé « Heures de service livrées » est modifié pour se lire dorénavant comme suit :

« Les heures de service livrées sont les heures de mise sur la route conformément aux horaires prévus au plan de déploiement initial et qui n'engendrent aucune rupture de service. »

² À l'exception du régime de retraite dont la négociation est partagée entre le MSSS et le Secrétariat du Conseil du trésor (ci-après le « SCT »).



Amendement à l'EPPNF³

3. L'article 2 de l'EPPNF est modifié aux fins d'ajouter le sous-alinéa h) comme suit :

h) Les frais relatifs au retour des escortes médicales requises dans le cadre des interventions en lien avec l'exécution du Contrat ne seront pas réclamées aux entreprises ambulancières à compter du 1^{er} avril 2017 et les coûts associés auxdites escortes, incluant tout débours liés au transport de ces dernières, sont assumés directement par les CISSS/CIUSSS. Il en est de même pour les coûts liés au retour du matériel médical.

Relativité salariale

4. Le Ministre, en contrepartie des présentes accorde à l'Entreprise le financement requis à l'intégration d'une nouvelle échelle salariale conformément à la lettre qu'adressait le Ministre au président du conseil d'administration la CSAQ le 29 août 2017 et au tableau joint à la présente, le tout formant l'annexe 1, cette nouvelle échelle entrant en vigueur au 2 avril 2019.

Maintien de la valeur des services et des mesures visées par l'EPPNF au-delà de la durée prévue du Contrat⁴

5. Dans l'éventualité où l'actuel Contrat n'était pas renouvelé avant son échéance, l'ensemble des obligations prévues à ce dernier, incluant l'ensemble des mesures visées par l'EPPNF et les dispositions applicables en l'espèce aux termes des présentes, sont maintenus jusqu'à ce qu'un nouveau contrat s'applique.

Coûts liés aux augmentations salariales du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 et du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017 des techniciens ambulanciers paramédics (TAP)

6. Les Parties maintiennent les engagements relatifs au financement des paramètres d'augmentation salariale pour les années 2015/2016 et

³ Les montants prévus à l'EPPNF sont des montants forfaitaires auxquels ne s'ajoute aucune indexation.

⁴ Les montants prévus à l'EPPNF sont des montants forfaitaires auxquels ne s'ajoute aucune indexation.



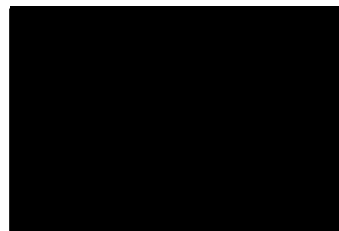
2016/2017. En ce sens, les montants confirmés à l'Entreprise seront dûment versés à cette dernière dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la conclusion d'une convention collective avec tous syndicats représentant des techniciens ambulanciers paramédics à son emploi.

Régime de retraite

7. En contrepartie des présentes, l'Entreprise consent à ce que tout congé de cotisation ou récupération de surplus bénéficie au Ministre considérant que ce dernier assume les déficits actuariels.
8. Le Ministre, pour sa part, assume tous les coûts reliés aux modifications du régime, étant entendu qu'il tient ainsi indemne l'Entreprise à l'égard de toute obligation financière résultant de telles modifications qui seraient supérieures aux obligations financières incombant à l'Entreprise au 31 mars 2017.
9. L'Entreprise consent à ce que les parties contractantes au régime (le Ministre et le SCT) ainsi que les syndicats impliqués puissent modifier le régime sans le consentement de celle-ci.
10. La participation au régime est et demeure obligatoire pour l'Entreprise et les employés éligibles de cette dernière, qu'ils soient syndiqués ou non.
11. L'Entreprise consent à ce que le Ministre et le SCT poursuivent leurs discussions visant la transformation du régime en fonction des éléments apparaissant à l'annexe 2.

Fusion de permis et de contrats

12. À compter du 1^{er} avril 2017, dans tous les cas où l'Entreprise a conclu plus d'un contrat de service avec un CISSS/CIUSSS ou dans les cas où le contrat prévoit la couverture de plusieurs zones relevant du même CISSS/CIUSSS, les modalités prévues à l'article 4, alinéas i) à vi) de l'EPPNF sont considérées comme formant un ensemble sans égard au nombre de contrats, de permis ou de zones.
13. Si l'Entreprise a conclu plusieurs contrats avec un même CISSS/CIUSSS avant le 1^{er} avril 2017 ou a été autorisée, par un CISSS/CIUSSS, à fusionner ou acquérir une entreprise dans le cadre de l'ancien contrat de service avant le 1^{er} avril 2017, cette mesure entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.



14. Si l'Entreprise a conclu plusieurs contrats avec un même CISSS/CIUSSS entre le 2 avril 2017 et le 30 octobre 2017 ou a été autorisée, par un CISSS/CIUSSS, à fusionner ou acquérir une entreprise entre le 2 avril 2017 et le 30 octobre 2017, cette mesure entre en vigueur le 1^{er} novembre 2017.
15. Si l'Entreprise modifie sa structure juridique par fusion ou à des fins de procéder à l'acquisition d'une autre entreprise relevant du même CISSS/CIUSSS, y compris par voie d'acquisition d'actifs, les effets d'une telle modification entrent en vigueur pour les fins des présentes le 1^{er} jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la date où l'Entreprise concernée notifie au Ministre et aux CISSS/CIUSSS, avec pièces justificatives à l'appui, les modifications apportées et les conséquences en résultant.

Allocation additionnelle de l'horaire à l'heure et de l'horaire de faction⁵

16. À compter du 1^{er} novembre 2017, les Parties conviennent que les CISSS/CIUSSS versent à l'Entreprise une allocation additionnelle, dans le cas d'un horaire à l'heure, de 0,95 \$ par heure de service livrée prévue au plan de déploiement de l'exercice financier précédent et ce, pour tous les exercices financiers durant lesquels le Contrat sera applicable.
17. À compter du 1^{er} novembre 2017 les Parties conviennent que les CISSS/CIUSSS versent à l'Entreprise une allocation additionnelle, dans le cas d'un horaire de faction, de 0,50 \$ par heure de service livrée prévue au plan de déploiement de l'exercice financier précédent et ce, pour tous les exercices financiers durant lesquels le Contrat sera applicable.
18. Les mesures mentionnées aux paragraphes précédents entrent en vigueur à la date ci-haut mentionnée et le demeurent jusqu'à ce qu'un nouveau contrat s'applique.

Mesure de transition et contingence

19. Sur la foi des représentations (données financières vérifiées à l'appui) de l'Entreprise au Ministre à l'effet que, malgré le conflit de travail, l'Entreprise a déployé les démarches nécessaires afin de facturer les revenus autonomes, le Ministre accepte de compenser l'entreprise d'un montant

⁵ Les montants prévus à l'EPPNF sont des montants forfaitaires auxquels ne s'ajoute aucune indexation.



représentant 20 % de la valeur des revenus autonomes qui auraient dû être facturés pour la période comprise entre le 1^{er} février 2017 et le 1^{er} décembre 2017, sans toutefois jamais excéder 100 % des revenus autonomes qui auraient dû être facturés.

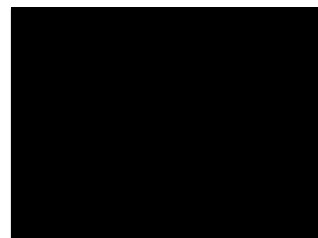
20. Il est entendu que l'Entreprise déploiera les démarches nécessaires afin de facturer les revenus autonomes dont elle n'a pas l'information sur réception par le Ministre des informations recueillies par les établissements dans le cadre du conflit de travail.

Liquidation des obligations résultant du contrat échu au 31 mars 2017 et des différends en résultant

21. En considération des termes de l'entente intervenue le 8 décembre 2017 entre le MSSS et la CSAQ, l'Entreprise, par la présente, donne au Ministre, au MSSS, aux CISSS/CIUSSS et à leurs représentants, administrateurs, mandataires, employés et ayants droit, quittance générale et finale de toute cause d'action quelle qu'elle soit que les Parties pourraient faire valoir, les unes contre les autres à l'égard du Contrat échu au 31 mars 2016, sous réserves de l'article 22.
22. Il est expressément convenu entre les Parties que cette quittance couvre exclusivement, de manière complète et définitive, les droits et recours que pourrait faire valoir l'Entreprise contre le Ministre à l'égard du contrat échu au 31 mars 2016 pour toute cause d'action que l'Entreprise pourrait faire valoir antérieurement au 1^{er} avril 2016, sous réserve des différends déjà entrepris par l'Entreprise à l'encontre du CISSS/CIUSSS au 8 décembre 2017 et des engagements souscrits par les Parties aux termes de l'Entente-cadre.
23. Cette quittance couvre par ailleurs toutes les conséquences associées, directement ou indirectement, au conflit de travail affectant l'Entreprise.

Dispositions diverses

24. La présente modifie, selon le cas, le Contrat ou l'EPPNF dont les autres termes et conditions demeurent inchangés.
25. Les Parties s'engagent à poser tout acte et à signer tous documents afin de donner plein effet à la présente.



Page .../7

26. La présente constitue une transaction au sens des articles 2631 et suivants du Code civil du Québec.

SIGNÉ À

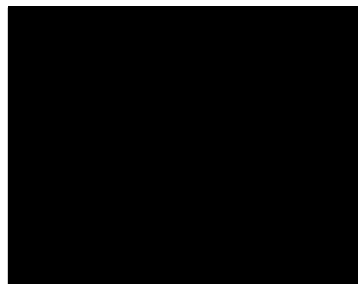
Ce jour de 2017

**MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX**

NOM DE L'ENTREPRISE

Dr Gaetan Barrette

NOM DU CISSS/CIUSSS



ANNEXE 1

- **Lettre du Dr Michel A. Bureau datée du 29 août 2017 au Président du Conseil d'administration de la CSAQ**
- **Échelle salariale**



Direction générale des services de santé et médecine universitaire
Bureau du sous-ministre associé

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 29 août 2017

Monsieur Sébastien Toussaint
Président du conseil d'administration
Corporation des services d'ambulance du Québec
455 rue Marais, bureau 205
Québec (Québec) G1M 3A2

Monsieur le Président,

Conformément aux décrets 357-2017 et 358-2017 du 31 mars 2017, un nouveau contrat de service est réputé avoir été conclu, à compter du 1^{er} avril 2017, pour l'ensemble des entreprises ambulancières privées du secteur préhospitalier.

Ce contrat de service prévoit le financement des entreprises selon des taux horaires provinciaux (THP) et selon le nombre d'heures autorisées par les centres intégrés de santé et de services sociaux et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, afin qu'elles puissent rendre les services prévus à leur contrat.

Ces taux considèrent l'ensemble des éléments de rétributions, notamment en matière de salaire, sur la base des éléments connus et en vigueur aux conventions collectives en 2015-2016. Ainsi, l'impact des modifications de l'échelle salariale découlant de l'application de la relativité salariale aux techniciens ambulanciers, applicables à compter du 2 avril 2019, n'était pas connu au moment de la détermination des THP prévus au nouveau contrat de service et n'a donc pas été pris en compte, autant pour les quarts horaires que les quarts de faction.

Il y aura donc lieu de prévoir une rétribution additionnelle exprimée en fonction du nombre d'heures autorisées au plan de déploiement respectif des entreprises, qui permettra de financer l'impact de la relativité salariale.

Par ailleurs, lors des travaux préalables à l'entrée en vigueur du contrat de service, il avait été anticipé que des travaux en lien avec la modification des régimes de retraite pourraient éventuellement requérir le retrait du financement de la retraite des contrats de service.

Puisque l'application de la relativité salariale changera l'échelle salariale, son impact sera nécessairement généralisé à toutes les couches de la rémunération du salarié des entreprises ambulancières privées, ce qui justifiera d'appliquer la majoration autant sur le salaire que sur l'ensemble des éléments antérieurement considérés comme étant rectifiables (régime de retraite, avantages sociaux, charges patronales diverses, etc.).

Les éléments à caractère salarial représentent près de 70 % du THP pour les horaires à l'heure, et près de 75 % du THP pour les horaires de faction.

Sur la base de cette répartition, on peut conclure que le financement de la relativité s'exprimera ainsi:

		THP	Part salariale (%)	Part salariale (\$)	Relativité (2,4%)
Horaire à l'heure	2019-2020	167,37 \$	70%	117,16 \$	2,81 \$
Horaire de faction	2019-2020	73,57 \$	75%	55,18 \$	1,32 \$

Dans la mesure où serait retiré le financement des régimes de retraite du contrat de service, il faudrait alors rectifier à la baisse le financement de la relativité salariale, puisque la majoration du coût du service courant à la suite de la majoration des échelles salariales ne serait plus à la charge des entreprises ambulancières.

	THP	Régime de retraite		Impact retraite sur relativité	Relativité avec retraite	Relativité sans retraite
		2015-2016	2019-2020			
Horaire à l'heure	167,37 \$	4,75 \$	4,98 \$	0,12 \$	2,81 \$	2,69 \$
Horaire de faction	73,57 \$	2,19 \$	2,30 \$	0,06 \$	1,32 \$	1,26 \$

Nous considérons qu'il est dans l'intérêt des parties que celles-ci puissent discuter librement et sans contrainte. En conséquence, le ministère sollicite que toute discussion ou tout échange portant sur ces sujets intervienne sans préjudice et sans admission et sous toutes réserves des droits de chacune des parties. Le contenu des échanges et des discussions ne pourra être invoqué par l'une ou l'autre des parties dans le cadre des procédures judiciaires portant sur le contrat de service ou dans le cadre de tout autre litige entre les parties.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre associé,

Michel A. Bureau, M.D., FRCPC

c. c. M. Marco Thibault, MSSS

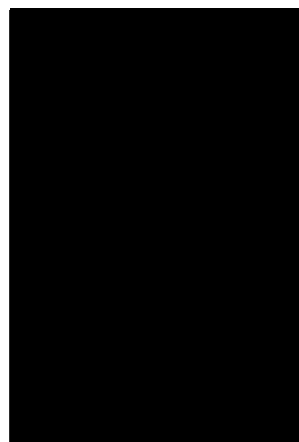
N/Réf. : 17-MU-00941

Rémunération

Taux et échelles de salaire

1. L'échelle salariale suivante s'applique du 2 avril 2019 au 31 mars 2020. Un technicien ambulancier est intégré à cette échelle à l'échelon correspondant au taux horaire égal ou supérieur le plus près de celui qui lui est applicable le 1^{er} avril 2019.

	Taux horaire 2019-04-02 au 2020-03-31 (\$)
1	23,63 \$
2	24,50 \$
3	25,32 \$
4	26,28 \$
5	27,28 \$
6	28,32 \$
7	29,41 \$
8	30,54 \$
9	31,67 \$
10	32,84 \$
11	34,06 \$
12	35,32 \$



ANNEXE 2 SB

**RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RENTE DES TECHNICIENS
AMBULANCIERS-PARAMÉDICS
ET DES SERVICES PRÉHOSPITALIERS D'URGENCE**



Attendu que les parties conviennent qu'il y a lieu de revoir le Régime de retraite applicable aux techniciens ambulanciers/paramédics et aux autres employés du secteur préhospitaliers;

Préambule

Le nouveau Régime est assujéti à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et devrait respecter les balises suivantes :

1. Parties prenantes

Pour fin d'identification des parties prenantes uniquement, celles-ci sont :


- le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
- le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT);
- la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN);
- la Fédération des employés du préhospitalier du Québec (FPHQ)
- la Fraternité des travailleurs et travailleuses du préhospitalier du Québec, section locale 592 (FTQ).

2. Dispositions relatives aux années de service accumulées avant l'entrée en vigueur du nouveau Régime de retraite

Aucune modification n'est apportée aux prestations accumulées et au mode de financement, incluant le partage des coûts entre les participants et le MSSS ainsi que le partage des frais de gestion de l'actif et des frais d'administration.

3. Dispositions relatives aux années de service accumulées à compter de l'entrée en vigueur du nouveau régime de retraite

- Pour ces années de service, le nouveau Régime est à prestations déterminées pour l'ensemble des prestations.
- La rente est de type salaire carrière indexé à 2 %, avec un crédit de rente de 1,9 % du salaire admissible de l'année.
- Une cotisation de stabilisation de 10 % du service courant est ajoutée au financement courant du Régime. Cette cotisation va servir à la création d'un fonds de stabilisation pour le remboursement du déficit. Le fonds de stabilisation devra être utilisé pour acquitter les cotisations d'équilibre du régime.
- Un fonds de stabilisation de 15 % doit être constitué avant de pouvoir utiliser tout surplus. Le surplus pourra être utilisé pourvu que le surplus résiduel après utilisation demeure égal ou supérieur à 15 %.


p. 12-17

- Le financement du coût de service courant, de la cotisation de stabilisation et de la cotisation d'équilibre est partagé à 50 %-50 % entre le MSSS et les participants.
- Les surplus excédentaires à 115 du passif de capitalisation prévu à l'évaluation actuarielle, si utilisés, le sont également selon un partage à 50 %-50 % entre le MSSS et les participants.
- Lors d'une cessation de participation active, l'indexation des rentes différées est éliminée.
- Lors d'une cessation de participation active et du paiement de la valeur des prestations, le paiement est en fonction du ratio de solvabilité lorsque permis par la loi.
- Les frais de gestion de l'actif et les frais d'administration sont partagés à 50%-50% entre le MSSS et les participants.

4. Financement

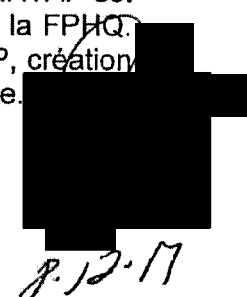
- La part employeur de la cotisation salariale au Régime est assumée par le MSSS sous réserve de la cotisation salariale effectuée présentement par les entreprises ambulancières, laquelle représente environ 6,4 % du salaire cotisable.
- Les frais de mise en œuvre du nouveau Régime, les frais d'administration de ce dernier et tout autre frais afférent est partagé 50/50 entre le MSSS et les participants.

Sont cependant exclus des frais assumés par le MSSS toute charge, dépense ou coût de quelque nature que ce soit résultant d'une erreur ou d'une négligence de la part d'une entreprise ambulancière de s'acquitter de l'une ou l'autre des obligations qui lui incombent aux termes du Régime.

- Le partage des frais résultant des travaux liés à la mise en place du Régime de retraite de la Fédération des employés du préhospitalier du Québec (FPHQ) sont à la charge des parties mais à l'entière exonération des entreprises ambulancières.
- La marge pour écart défavorable actuellement incluse dans le taux d'actualisation du RRTAP est revue à la baisse afin de prendre en compte les marges explicites prévues à la présente proposition.

5. Comité de retraite

La composition actuelle du comité de retraite prévue au règlement du RRTAP est reconduite tout en étant bonifiée par l'ajout d'un membre représentant la FPHQ. Pour toutes questions concernant uniquement l'ancien volet du RRTAP, création d'un vote prépondérant pour un membre représentant la partie patronale.



8.12.17

Toutes les dispositions du RRTAP qui ne sont pas mentionnées dans la présente proposition sont reconduites intégralement au sein du nouveau Régime.

Un comité technique paritaire de mise en œuvre réunissant les parties prenantes du nouveau Régime serait mis sur pied. Les décisions prises par ce comité se feront par consensus et son mandat serait :

- Déterminer les paramètres finaux du nouveau Régime à l'intérieur des balises énumérées précédemment;
- Déterminer un règlement final du nouveau Régime en vue de sa mise en place au plus tard le 1^{er} janvier 2019;
- Déterminer, le cas échéant, les modalités de mise en œuvre du nouveau régime qui ne seraient pas déjà prévues. Ces modalités additionnelles ne peuvent générer d'impacts financiers pour les parties.

À défaut que le Régime ne soit mis en place le 1^{er} janvier 2019, le gouvernement statuera sur les modalités manquantes. Cependant, le gouvernement ne pourra pas statuer sur les modalités pour lesquelles seul le gouvernement a empêché le consensus du comité technique paritaire.

Toutefois, le nouveau Régime ne pourra en aucun cas avoir un effet rétroactif.


J.P. 17

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre civile)

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC
N° : 200-17-025378-175

LA CORPORATION DES SERVICES D'AMBULANCE DU QUÉBEC
et al.

Demandereses

c.

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC agissant pour GAÉTAN
BARETTE ès qualités de MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES
SERVICES SOCIAUX et al.

Défendeurs
et

PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC agissant pour PIERRE
MOREAU ès qualités de président du CONSEIL DU TRÉSOR

Mise en cause

PIÈCE PG-35

Lavoie, Rousseau (Justice - Québec)
300, boulevard Jean-Lesage, bureau 1.03
Québec (Québec) G1K 8K6
Téléphone : 418 649-3524
Télécopieur : 418 646-1656

Notification par courriel :

Case: 134 / BB-1853 / CQ-2017-000114

Me François-Olivier Barbeau, avocat
Me Alexie Lafond-Veilleux, avocate